



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Avenant n°4 à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité organisatrice de la distribution d'énergie suite au transfert notamment de la compétence concession de la distribution publique d'électricité. A ce titre, la Métropole reprend les droits et obligations historiques de la Ville de Montpellier, sur son territoire.

Avant le transfert de cette compétence, EDF et la Ville de Montpellier ont signé, le 27/06/2006 une convention de concession et un cahier des charges pour la distribution publique d'énergie électrique sur le territoire de la commune de Montpellier.

Par ailleurs, en vertu de l'article 23 de la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire ont été repris par ErDF dont la dénomination est à présent ENEDIS.

La convention de concession est accompagnée d'une convention de partenariat qui apporte un soutien financier à des opérations intéressant la Ville de Montpellier. Cette convention de partenariat a depuis fait l'objet de trois avenants.

L'avenant n°1, approuvé par le Conseil Municipal de Montpellier le 27 juillet 2009, prolongeait l'engagement financier de la convention de partenariat jusqu'en 2012 afin d'accompagner la réalisation de la ligne 3 du tramway. Dans ce cadre, ENEDIS assurait la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement des réseaux basse tension aériens.

L'avenant n°2, approuvé par le Conseil Municipal de Montpellier le 8 novembre 2010, définissait les modalités du partenariat pour la période 2011-2015.

L'avenant n°3, approuvé par le Conseil de Métropole le 26 mai 2016, définissait les modalités de mise en œuvre du partenariat pour les années 2016 et 2017. En effet, dans le cadre de son développement et au regard des projets environnementaux et sociaux de son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de renforcer son partenariat avec ENEDIS.

De son côté, ENEDIS, concessionnaire du réseau de distribution publique d'électricité, souhaite s'engager plus avant auprès de la Métropole au service des clients et de l'intérêt collectif.

Le présent avenant n°4 a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de ce partenariat pour la période allant du 1er janvier 2018 au 27 juin 2021, terme du contrat de concession, selon trois axes :

- L'amélioration esthétique des réseaux et des postes de transformation,
- Le renouvellement des ouvrages basse tension en fils nus sur consoles,
- La politique de la ville et solidarité.

En ce qui concerne le premier axe, la Métropole souhaite élever le niveau d'exigence en matière d'espace public, dénaturé par la présence d'équipements techniques d'infrastructure, tels que les supports béton et les coffrets de branchements et de réseaux de distribution publique d'électricité. ENEDIS souhaite ainsi participer à l'amélioration esthétique du réseau de distribution publique d'électricité. La maîtrise d'ouvrage de ces travaux restera confiée à ENEDIS.

En ce qui concerne l'esthétique des réseaux, ENEDIS s'engage à cofinancer ces travaux à hauteur de 50% de leur montant HT, dans la limite d'un montant total de **525 000 € HT** sur la durée du présent avenant.

En ce qui concerne l'intégration des postes de transformation dans le paysage urbain, ces opérations seront réalisées et financées par ENEDIS dans la limite de **175 000 € HT** sur la durée de l'avenant.



En ce qui concerne le deuxième axe, l'objectif est de coupler une opération esthétique et de sécurisation du réseau électrique en renouvelant les réseaux basse tension aérien en fils nus, qui sont sensibles aux éléments extérieurs et particulièrement exposés aux intempéries, par des ouvrages en technique discrète. Ces opérations seront réalisées et financées par ENEDIS dans la limite de 525 000 € HT pour la période du présent avenant.

En ce qui concerne le troisième axe, ENEDIS s'associera aux actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier, notamment en contribuant au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique. ENEDIS apportera son soutien en priorité aux chantiers citoyens sur des thématiques liées à la distribution publique d'électricité telles que :

- Amélioration esthétique des postes de transformation, coffrets de branchements et /ou de réseaux de distribution publique avec remise en peinture et possibilité de réalisation d'une fresque d'art urbain afin d'apporter une touche artistique au mobilier urbain ;
- Médiation dans les quartiers sensibles auprès des familles, destinée à porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité (outilthèque, information sur la sécurité électrique, ...).

Les ressources en personnel interne ou en cofinancement ENEDIS allouées pour accompagner la politique de la Ville et la solidarité seront de l'ordre de 32 000 € par an sur la durée du présent avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'avenant à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°4 à la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

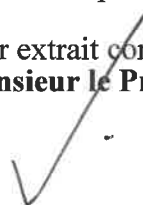
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président



Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

